

100 € de prime de  
partage des profits :  
c'est le pourboire  
des actionnaires ?

*l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 1<sup>er</sup> octobre 2013

# Un gouvernement qui Valls avec Le Pen

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls chasse décidément sur les terres du Front National. C'est ce qu'a révélé sa récente déclaration sur les Roms, qu'il faudrait selon lui renvoyer dans leurs pays d'origine, car ces personnes auraient des « *modes de vie extrêmement différents des nôtres* ». Il a bien dit « différents » ? Les riches portant Rolex au poignet et partant en vacances sur des yachts privés ont bien un mode de vie différent du nôtre, mais Valls ne parle pourtant pas de les expulser.

## **Une démagogie raciste en vue des municipales**

Non. Le gouvernement socialiste préfère s'en prendre aux Roms. Et pas seulement en propos odieux. Lors de la campagne électorale de 2012, François Hollande avait pourtant condamné la pratique des expulsions forcées. « *Je souhaite que, lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées* », avait-il déclaré. Encore une promesse non tenue, puisque le nombre d'expulsions de campements et de squats n'a fait qu'augmenter, sans que pour autant on ne voie la couleur des « solutions » promises. Reste une politique raciste et une chasse aux plus pauvres transformés en boucs émissaires.

À l'approche des élections municipales, les candidats de droite comme de gauche n'hésitent pas à renchérir sur le terrain de la démagogie anti-Roms. Et parfaitement mensongère. Les Roms sont moins de 20 000 en France, chiffre stable depuis une décennie. Ce pays de 65 millions d'habitants aurait mille fois les moyens d'accueillir correctement et sans problèmes cette infime minorité au lieu de les reléguer d'un mini-bidonville à l'autre au fil des expulsions.

Ce sont la pauvreté et les discriminations qui poussent les Roms à quitter leurs pays d'origine. Aucun dispositif public n'est prévu en France pour les accueillir, les forçant à s'installer dans des campements aux abords des grandes villes. Ce n'est pas pour des raisons « culturelles » qu'ils vivent dans

ces conditions ! Eux aussi aspirent à une vie « normale ». Mais jusqu'à présent, ceux de nationalité roumaine ou bulgare n'ont pas le droit d'exercer en France le métier de leur choix. Restent les métiers de ferrailleurs, de chiffonniers ou la mendicité forcée.

Quant aux aides sociales, les Roms n'en perçoivent aucune. En tant que ressortissants européens, ils ne sont autorisés à rester en France au-delà de trois mois que s'ils disposent de revenus de subsistance jugés suffisants. Comme c'est rarement le cas, ils tombent dans l'irrégularité, donc dans la marginalité avec l'expulsion à l'appui.

## **Valls et ses pareils distillent les préjugés, mais les travailleurs savent aussi raisonner**

On nous présente les Roms comme des mendiants, voire des chardeurs. Mais qui sont les grands mendiants de cette société, sinon les patrons qui ne cessent de réclamer des aides ? Et qui nous vide vraiment les poches, sinon ceux qui nous font travailler plus pour les mêmes salaires de misère ? Qui sont les pickpockets, sinon ce gouvernement qui s'apprête comme l'ancien à faire main basse une fois de plus sur nos retraites, entre autres ?

Les préoccupations des Roms sont bien plus proches des nôtres que celles des bourgeois qui n'ont rien à craindre des politiciens démagogues, de la gauche à l'extrême droite. Comme nous, tous les jours, ils cherchent à assurer leur subsistance. Même si pour beaucoup ils sont éloignés du travail (en fait tenus éloignés par les règlements pondus par les autorités françaises), ils font partie de notre classe sociale. Une classe sociale que nos adversaires aimeraient bien voir divisée, désorientée et minée par leur propagande raciste.

À nous de refuser de partager les sales préjugés de ceux qui nous gouvernent et nous exploitent. À nous de discerner nos véritables adversaires. Les licenciements, le chômage, ce ne sont certainement pas les Roms qui en sont responsables.

## Partage des miettes

Il faut une loupe, mais la « prime de partage des profits » a bien été versée sur la paye de septembre. Cette prime est obligatoire lorsque les dividendes augmentent par rapport aux deux années précédentes. Et à Renault les actionnaires ont touché 508 millions d'euros de dividendes en 2013, contre 338 en 2012 et 88 en 2011. Soit +577 % en 3 ans : qui dit mieux ?!

De son côté, la prime est passée de 150 € par salarié en 2011 (soit 6 millions d'euros au total) à 100 € brut maxi cette année. Cherchez l'erreur.

## Au pays des bisounours

Quand la direction communique sur l'Observatoire des Emplois et des Compétences du 19 septembre, ça donne ça : « *les perspectives compétences de chaque métier* » permettront à chacun de « *mettre en œuvre son propre projet professionnel* », grâce à des « *parcours de formation, de reconversion, la construction de parcours professionnels intra et inter métiers* »...

Dans la réalité, ce sont des mobilités forcées ou bloquées, des collègues qui partent du jour au lendemain, une absence d'accompagnement des salariés, des secteurs en surcharge ou en sous-charge, des réorganisations permanentes... On ne doit pas vivre dans le même monde.

## Le CAC dévisse

Le Centre d'Analyse de la Concurrence (CAC) situé dans la Ruche est dans le collimateur de la machine à externaliser. Déclaré non cœur de métier, le service a déjà été réduit à une UET. L'avenir des salariés du CAC ? Devoir choisir à terme entre un départ en GPEC ou en DA, un transfert chez le prestataire ou une affectation dans un pool de ressources pour faire les bouche-trous dans d'autres services.

C'est ce que la direction appelle « *mettre en œuvre son propre parcours professionnel* ».

## Quand Renault tape dans le mille

Lors du précédent Observatoire de l'Emploi et des Compétences de mai 2013, la direction a annoncé clairement que « *les activités non cœur de métier seront confiées à des partenaires extérieurs de bon niveau, tout en maintenant et développant des compétences internes assurant la maîtrise des engagements pris.* » L'accord compétitivité Renault prévoit ainsi d'externaliser, dans l'Ingénierie, l'activité exercée aujourd'hui par 1 000 salariés. Et que deviennent les salariés en question ? Mystère.

## Dispense d'activité : et si c'était pas notre da-da ?

Pour atteindre ses objectifs de réduction des effectifs, la direction joue du bâton. Les salariés susceptibles de partir dans le cadre de la Dispense d'Activité (DA) sont mis sous pression : relances multiples, rendez-vous RH... Des départs au volontariat, vraiment ?

## L'électronique mise au ban

Avec la réorganisation, les bancs HIL et les PIE (Plateformes d'Intégration Electronique) sont d'abord passés de la DIESE à la DE-S (Direction Engineering System). Mais à la rentrée, changement de programme : ils devraient passer à la direction Tests & Services (DE-T), qui accueille de nombreux secteurs non-cœur de métier. Et ensuite ? Aucune visibilité, du moins du côté de la base.

## Les boniments de Vestalia

Ayant perdu de nombreuses activités (maintenance, courrier...) suite à des appels d'offres, la direction de Vestalia a commencé par promettre aux salariés du TCR de tous les reclasser. Puis d'assigner en justice Renault et Cofely, pour obliger les sociétés qui reprennent ces activités à reprendre aussi tous les salariés Vestalia. Puis d'aider les salariés qui iraient aux Prud'Hommès. Maintenant, c'est « débrouillez-vous » ! Pour garder leur job, les salariés de Vestalia ne peuvent compter que sur leur action collective.

## Les mystères de l'Ouest

La Communauté d'Agglomération de St-Quentin-en-Yvelines (CASQY) propose aux usagers de ses bus de devenir des « clients mystère », chargés de faire un rapport hebdomadaire et anonyme sur la qualité de service. Entre les bus en panne ou en retard, les dessertes insuffisantes du TCR, Renault et le CASQY sont surtout connus pour les bus mystère.

## Want to be or not to be

La Direction des RH lance un « Want to be RH ». Quesaco ? Et si on essayait le « want to be » plus nombreux et avec d'autres missions que de relayer uniquement la politique de la direction ?

## Un pompier qui mérite notre secours

A Lardy, Samsic essaye de se débarrasser d'un chef d'équipe qui s'était opposé à la dégradation des conditions de travail des pompiers : nouvelles tâches (fouille de sac, contrôle radar...), modification des horaires, etc. Samsic a d'abord essayé de le muter à 70 kms de chez lui, puis à 120 kms. Et Renault, complice, a désactivé son badge. Une pétition de soutien a été signée massivement par ses collègues de Samsic, et une autre par les salariés Renault : Bruno doit pouvoir reprendre son travail à Lardy !

## La direction de Cléon déboutée

La direction de Renault Cléon avait assigné en justice des élus CGT, accusés de bloquer la mise en place des horaires issus de l'accord compétitivité. Mais le TGI de Rouen vient de la débouter, et ordonne que les CHSCT soient consultés sur ces horaires (en forte hausse liée à la perte de 17 à 21 RTT Collectifs). En représailles, la direction a bloqué les Dispenses d'Activité. Elle se croit au-dessus des lois ?